

Vacciner tous les garçons contre les HPV ? La HAS vous consulte 4

Par Aveline Marques le 30-10-2019



La Haute Autorité de santé soumet à la consultation publique un projet d'avis dans lequel elle recommande de vacciner tous les garçons âgés de 11 à 14 ans contre les papillomavirus humains.

Alors que 25% des cancers provoqués par les papillomavirus humains (HPV) surviennent chez les hommes et que seules 24% des jeunes filles sont vaccinées selon un schéma complet à 16 ans, *"une vaccination élargie à tous les hommes, quelle que soit leur orientation sexuelle, bénéficierait non seulement à leur santé, en les protégeant directement, mais améliorerait aussi la protection des jeunes filles non vaccinées"*, souligne la HAS.

L'instance a publié ce mercredi 30 octobre une **recommandation provisoire** portant sur la vaccination des garçons de 11 à 14 ans, "avec un rattrapage possible pour tous les adolescents et jeunes adultes de 15 à 19 ans". **Elle est soumise à consultation publique jusqu'au 27 novembre.** Associations de patients, collèges nationaux professionnels, sociétés savantes, industriels, etc. sont appelés à donner leur avis avant publication de la recommandation finale. De *"nombreux arguments scientifiques et éthiques"* plaident pour une vaccination des garçons, d'après la HAS. *"Gardasil 9 a démontré sa sécurité et son profil de tolérance est identique chez les garçons et chez les filles. Le vaccin a aussi démontré son efficacité dans la prévention des condylomes génitaux et des lésions précancéreuses et cancéreuses liées aux HPV"*. Seize pays (Allemagne, Royaume-Uni, Etats-Unis, Canada...) ont d'ores et déjà sauté le pas d'une vaccination universelle. Et ceux dont la couverture vaccinale est élevée, comme l'Australie, en constatent les *"bénéfices"*.

Pour la HAS, la politique actuelle ne ciblant que les filles et les hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes (HSH) pose non seulement des questions d'"égalité d'accès à la vaccination", mais peut également engendrer *"un non-respect de la vie privée et une stigmatisation liée à l'orientation sexuelle"*. Ce qui complique la tâche des professionnels de santé.

Sources :

Communiqué de la HAS, 30 octobre 2019.

HPV : l'Académie prône la vaccination des garçons

Concernant la prévention des infections à papillomavirus (HPV), la « vaccination universelle des collégiens des deux sexes est une nécessité », affirme l'Académie nationale de médecine, qui vient de publier un rapport en ce sens.

Après avoir examiné les dernières études et auditionné plusieurs spécialistes et professionnels impliqués, le groupe de travail mené par le Pr Richard Villet, considère en effet que la prévention des pathologies liées au HPV est un « enjeu de santé publique devant l'importance de ces

infections et des cancers induits au niveau du col de l'utérus mais également au niveau de l'oropharynx, de la cavité buccale et de la région anale ».

Ainsi, les académiciens insistent sur l'augmentation des cancers épidermoïdes oropharyngés malgré une diminution des intoxications alcooliques et tabagiques. Cette hausse est à mettre en rapport avec des cancers HPV induits. Ces tumeurs concernent principalement la loge amygdalienne et la cavité buccale, et surviennent chez des sujets jeunes (35-45 ans). Or, une étude a montré une efficacité jusqu'à 88% de la vaccination tétravalente. Et la campagne de vaccination en Australie a entraîné une chute de l'incidence de la papillomatose laryngée juvénile de 0,16 à 0,022 /100000, entre 2012 et 2016.

Les académiciens soulignent par ailleurs l'intérêt de la vaccination sur le cancer du canal anal, qui a augmenté de 56% depuis 1990, alors que 93% de ceux-ci sont attribuables à HPV (avec 80% d'HPV 16 et 18). Là encore les données montrent une efficacité du vaccin.

La vaccination des garçons se justifie aussi « sur le plan de l'équité entre les deux sexes et de la protection de tous ». En particulier les hommes homosexuels ne bénéficient pas de protection indirecte. Et ce d'autant qu'une étude belge a récemment montré un rapport coût/efficacité favorable d'une telle extension.

Pratiquement 100% des cancers du col de l'utérus sont dus à l'HPV, rappelle l'Académie. Plus de 1000 femmes meurent chaque année d'un cancer du col en France. Et 1600 cancers masculins annuels sont dus à l'HPV. Au total, on estime que le coût en santé des infections à HPV représente plus de 500 millions d'€ /an.

Dans un contexte d'insuffisance de dépistage par frottis, la vaccination apparaît indispensable, alors qu'elle est aujourd'hui en France l'une des plus faibles d'Europe avec moins de 20%. Les académiciens soulignent l'efficacité du vaccin et son innocuité : « En dépit de la diffusion d'études fausses, l'innocuité des vaccins anti-HPV a été prouvée sur plus de 200 millions de doses distribuées ».

Au total, les auteurs du rapport plaident pour un renforcement de l'information, qui « doit concerner directement les enfants et non se limiter aux parents » ; le jeune collégien devant devenir « le propre acteur de sa vaccination ». L'Académie recommande la mise en place d'une véritable campagne d'information en milieu scolaire, ainsi que la mobilisation et la mise en réseau de nombreux médecins de diverses spécialités concernés.

--

Sources :

Académie nationale de médecine

--

Marielle Ammouche le 01-10-2019